

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3757

6 décembre 2014

SOMMAIRE

Aid and Support Association for those Expelled by Islamic States Hostilities	180301	Middle East Internet III S.à r.l.	180324
Allianz Global Investors Europe GmbH, Luxembourg Branch	180299	Neuhengen Immobilier S.à r.l.	180292
CHAKA Productions S. à r.l.	180290	Neuhengen Immobilier S.à r.l.	180293
Coordination-Rénovation S.à r.l.	180290	Next Real Estate Polish Retail Holdco S.à r.l.	180293
Coveris S.A.	180298	Numen Europe S.A.	180293
DayMen Group (Luxembourg) S.à r.l.	180300	OMG IMMOBILIEN S.à.r.l.	180336
European Data Hub SA	180290	OMG Immobilien S.à r.l.	180295
Fideom Luxembourg Trust	180314	Park Square Capital III S.à r.l.	180303
Finliga S.A.	180316	Patron Noosa Propco (Sutton) S.à r.l.	180294
Gradel	180314	Patron Noosa Propco (Woking) S.à r.l.	180295
Gradel Services	180314	ProLogis UK CCI S.à r.l.	180293
Hines Poland Management Company S.à r.l.	180318	ProLogis UK CC S.à r.l.	180291
Holdco 2 Citygate S.à r.l.	180334	ProLogis UK LXXVI S.à r.l.	180290
Home E.G.A. S.à r.l.	180292	ProLogis UK XCV S.à r.l.	180290
Idesco	180291	Quality IT solutions S.à r.l.	180295
Impri+, s.à r.l.	180292	Ridge International S.à r.l.	180296
Insight-Studio M III S.à r.l.	180291	RREEF G.O. III Luxembourg One S.à r.l.	180296
Insight-Studio M II S.à r.l.	180292	SBG Expertise	180314
Ivory Investments Two S.à r.l.	180291	S.C.I. Alpha	180297
JAB Investments s.à.r.l.	180292	S.D.R. International Sàrl	180296
Leggett & Platt Luxembourg Finance Company S.à r.l.	180319	Selby S.A.	180296
LVO S.à r.l.	180321	Sol Melia Vacation Network S.à r.l.	180294
Marie Property S.A.	180294	Sol Melia Vacation Network S.à r.l.	180295
Menuiserie Baden Sàrl	180294	UBS IB Co-Investment 2001 SPF SA	180323

European Data Hub SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 136.069.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14/11/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2014176824/12.

(140203185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Coordination-Rénovation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7661 Medernach, 22, rue de Larochette.
R.C.S. Luxembourg B 102.574.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour COORDINATION-RENOVATION S.à r.l.
Société à responsabilité limitée
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014176789/12.

(140202801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

CHAKA Productions S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 110.545.

Le bilan de la société au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2014176777/12.

(140203205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

ProLogis UK XCV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 87.587.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014179388/9.

(140205356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

ProLogis UK LXXVI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 86.124.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014179386/9.

(140205357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2014.

Idesco, Société Anonyme.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 1, Kiricheneck.
R.C.S. Luxembourg B 92.647.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 13 novembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014176193/10.

(140201653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Ivory Investments Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.500,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 176.765.

Les comptes annuels de la société au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014176192/12.

(140202124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Insight-Studio M III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 36.652,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 136.921.

Le siège social de l'associé Insight Venture Partners (Cayman) VI, L.P. a changé et est désormais au 1114, Avenue of Americas, 36th Floor, NY 10036 New York, Etats-Unis.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176187/12.

(140201674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

ProLogis UK CC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 102.108.

à inscrire: Suite à un contrat daté du 16 octobre 2014, vingt-trois mille six cent quarante-neuf (23,649) parts sociales détenues dans la Société, ProLogis European Finance XIII S.à r.l. ont été transférées à ProLogis European Finance XVI S.à r.l. ayant son siège social à 34-38 Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg. Cette cession des parts sociales a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

A faire paraître dans l'Extrait:

Répartitions des parts sociales:

ProLogis European Finance XVI S.à r.l.	23,649 parts
Total	23,649 parts sociales

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

ProLogis Directorship S.à r.l.

Gérant

Représenté par Gerrit Jan Meerkerk

Gérant

Référence de publication: 2014176410/20.

(140201850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Impri+, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 61.844.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 13 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176201/10.

(140202298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Insight-Studio M II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 144.339.

Le siège social de l'associé Insight Venture Partners VI (Co-Investors), L.P. a changé et est désormais au 1114, Avenue of Americas, 36th Floor, NY 10036 New York, Etats-Unis.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176186/12.

(140201675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Home E.G.A. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4832 Rodange, 408, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 185.445.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014176175/10.

(140201470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

JAB Investments s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.001,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 165.340.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Carsten SÖNS

Mandataire

Référence de publication: 2014176221/12.

(140201288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Neuhengen Immobilier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 9-11, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 63.530.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014176363/10.

(140201876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Neuhengen Immobilier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 9-11, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 63.530.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014176364/10.

(140202059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Next Real Estate Polish Retail Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 155.265.

Par résolutions signées en date du 25 juillet 2014, l'associé unique a décidé d'accepter la démission de Piotr Ziarkowski, avec adresse au 53, Emilii Plater, 00-113 Warszawa, Pologne, de son mandat de gérant, avec effet au 1^{er} février 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176357/12.

(140201681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Numen Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Howald, 15, rue des Scillas.
R.C.S. Luxembourg B 49.686.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES
B.P. 1832 L-1018 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2014176370/12.

(140202302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

ProLogis UK CCI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 102.107.

à inscrire: Suite à un contrat daté du octobre 2014, trois cent quatre-vingt-deux mille huit cents vingt-quatre (382,824) parts sociales détenues dans la Société, ProLogis European Finance XIII S.à r.l. ont été transférées à ProLogis European Finance XVI S.à r.l. ayant son siège social à 34-38 Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg. Cette cession des parts sociales a été approuvée au nom et pour compte de la Société par un de ses gérants.

A faire paraître dans l'Extrait:

Répartitions des parts sociales:

ProLogis European Finance XVI S.à r.l.	382,824 parts
Total	382,824 parts sociales

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

ProLogis Directorship S.à r.l.

Gérant

Représenté par Gerrit Jan Meerkerk

Gérant

Référence de publication: 2014176411/20.

(140201849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Menuiserie Baden Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7681 Waldbillig, 12, rue des Fleurs.

R.C.S. Luxembourg B 89.286.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MENUISERIE BADEN Sàrl
Société à responsabilité limitée
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014176337/12.

(140201718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Marie Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 148.844.

EXTRAIT

Par lettre adressée à la société in date du 12 novembre 2014, la société Lisolux Sàrl a démissionné de son mandat de liquidateur avec effet immédiat.

Pour extrait conforme
Signature

Référence de publication: 2014176328/12.

(140202063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Sol Melia Vacation Network S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 102.000.

Par la présente je vous informe de ma démission de mon mandat de Gérant B de la société Sol Melia Vacation Network S.à r.l. avec effet immédiat,

Luxembourg, le 11 novembre 2014.

T.C.G. Gestion S.A.

Represented by Xavier de Cillia / David Dion
as Attorney-in-fact A / as Attorney-in-fact A

Référence de publication: 2014176477/13.

(140202019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Patron Noosa Propco (Sutton) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 20.000,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 190.956.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 10 novembre 2014 que UK Carehomes Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, enregistrée au R.C.S. Luxembourg B180.309, a cédé les 20,000 parts sociales qu'elle détenait dans la Société à Patron Healthcare (Sutton) LP, ayant son siège social Suite 7B & 8B, Town Range, GX11 1AA Gibraltar, enregistrée sous le numéro 132, représenté par son associé commandité, Patron Healthcare GP 2 Limited, ayant son siège social Suite 7B & 8B, 50 Town Range, GX11 1AA Gibraltar.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait
La société

Référence de publication: 2014176400/17.

(140201823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Patron Noosa Propco (Woking) S.à r.l., Société Anonyme Unipersonnelle.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 190.955.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 10 novembre 2014 que UK Carehomes Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, enregistrée au R.C.S. Luxembourg B180.309, a cédé les 20,000 parts sociales qu'elle détenait dans la Société à Patron Healthcare (Woking) LP, ayant son siège social Suite 7B & 8B, 50 Town Range, GX11 1AA Gibraltar, enregistrée sous le numéro 131, représenté par son associé commandité, Patron Healthcare GP 2 Limited, ayant son siège social Suite 7B & 8B, 50 Town Range, GX11 1AA Gibraltar.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait

La société

Référence de publication: 2014176401/17.

(140202176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

OMG Immobilien S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 140.423.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014176381/12.

(140201576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Quality IT solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8235 Mamer, 29, route de Kehlen.

R.C.S. Luxembourg B 161.209.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014176428/12.

(140202301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Sol Melia Vacation Network S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 102.000.

Par la présente je vous informe de ma démission de mon mandat de Gérant B de la société Sol Melia Vacation Network S.à r.l. avec effet immédiat.

Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Represented by Xavier de Cillia / David Dion

as Attorney-in-fact A / as Attorney-in-fact A

Référence de publication: 2014176476/13.

(140202019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Selby S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 113.843.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 6 novembre 2014, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné la clôture de la liquidation pour absence d'actif de la société suivante:

- SELBY S.A, avec siège social à L-1855 Luxembourg - 46A, Avenue JF Kennedy, dénonce en date du 13 janvier 2011,

Pour extrait conforme

Stéphanie GUERISSE

Le liquidateur

Référence de publication: 2014176489/13.

(140201626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Ridge International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 127.112.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 20 mars 2014, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- RIDGE INTERNATIONAL S.à r.l.(RCS B 127112) dont le siège social: L-2453 Luxembourg-19, rue Eugène Ruppert a été dénoncé en date du 27 août 2010

Ce même jugement a nommé Juge-Commissaire Madame Carole BESCH et a désigné comme liquidateur Maître Bénédicte SCHAEFER, avocat à la Cour, demeurant à L-1471 Luxembourg, 234, route d'Esch.

Pour extrait conforme

Me Bénédicte SCHAEFER

Le liquidateur

Référence de publication: 2014176447/17.

(140201760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

RREEF G.O. III Luxembourg One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 132.211.

En date du 17 février 2014, le siège social de l'associé RREEF GO III Malta Ltd a changé et est désormais au B2, Industry Street, QRM 3000 Qormi, Malte.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176455/12.

(140201749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

S.D.R. International Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 62.090.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour S.D.R. INTERNATIONAL SARL

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2014176459/12.

(140202326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

S.C.I. Alpha, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-5532 Remich, 10, rue Enz.

R.C.S. Luxembourg E 868.

L'an deux mille quatorze, le quatre novembre.

Par-devant Maître Patrick SERRES, notaire de résidence à Remich.

Ont comparu:

1) Madame Khadija HAMDANE, sans état particulier, demeurant F-57140 Woippy, 7, rue Jaselon.

ici représentée par Monsieur Mustafa QEDIRA, commerçant, demeurant à F-57140 Metz, 9, rue Alexandre Dumas, en vertu d'une procuration lui donnée à Remich, le 17 octobre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

2) Madame Yesmina MERABET, vendeuse, demeurant F-57140 Metz, 9, rue Alexandre Dumas,

3) Monsieur Abdelkader EL HASSOUNI, retraité, demeurant à F-57140 Woippy, 113, rue Pierre et Marie Curie.

Exposé préalable:

Aux termes d'un acte notarié reçu par le notaire Alphonse LENTZ, alors de résidence à Remich, en date du 14 avril 2000, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 562 du 7 août 2000, il a été constitué une société civile immobilière sous la nomination de "S.C.I. ALPHA" avec siège social à L-5532 Remich, 10, rue Enz. Les statuts ont été modifiés suivant acte du même notaire du 5 octobre 2001, publié au Mémorial C, numéro 269 du 18 février 2002.

Le capital social, initialement fixé à cent mille francs luxembourgeois (100.000.- LUF), divisé en cent (100) parts sociales de mille francs (1.000.- LUF) chacune est actuellement réparti comme suit:

1) Madame Khadija HAMDANE, cinquante (50) parts sociales,

2) Madame Yesmina MERABET, cinquante (50) parts sociales.

Les associés déclarent avoir fait la notification du projet de cession de parts sociales, dont question ci-après, au gérant de la société dans les conditions fixées par la loi et les statuts.

Ceci exposé, Madame Khadija HAMDANE (ci-après dénommée: «le cédant»), cède et transporte sous les garanties originaires et de droit à Monsieur Abdelkader EL HASSOUNI, qui accepte, ses cinquante (50) parts sociales, au prix de cent mille euros (100.000.-EUR), somme que le cédant déclare avoir présentement reçue de la part du cessionnaire ce dont bonne et valable quittance. Le cédant déclare que les parts sociales cédées sont libres de tout nantissement et de tous droits.

Le cédant subroge le cessionnaire dans tous les droits et actions résultant de la propriété des parts cédées.

Il est ici déclaré qu'il n'a été délivré aucun titre de ces parts et que leur propriété résulte uniquement des actes sus-énoncés.

Le cessionnaire, qui déclare connaître la situation active et passive de la société, se conformera strictement aux clauses et conditions des statuts qu'il affirme parfaitement connaître.

Ensuite, les associés actuels de la société, Madame Yesmina MERABET et Monsieur Abdelkader EL HASSOUNI, représentant l'intégralité des cent (100) parts sociales, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire de la société et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de convertir le capital social actuel de 100.000.- francs luxembourgeois en deux mille quatre cent soixante-dix-huit virgule quatre-vingt-quatorze euros (2.478,94 EUR) et de l'augmenter pour le porter au montant de deux mille cinq cents euros (2.500.- EUR) divisé en cent (100) parts sociales de deux cent cinquante euros (250.- EUR) chacune. Les associés décident ensuite de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital est fixé à deux mille cinq cents euros (2.500.-EUR) divisé en cent (100) parts sociales de deux cent cinquante euros (250.- EUR) chacune. Les cent (100) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Madame Yesmina MERABET, cinquante (50) parts sociales,

2) Monsieur Abdelkader EL HASSOUNI, cinquante (50) parts sociales,

Total: cent (100) parts sociales.

Toutes ces parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, ce qui est reconnu par les associés».

Deuxième résolution

Les associés décident de révoquer Monsieur Gérard ROLLINGER de sa fonction de gérant de la société et de lui accorder décharge pour l'exercice de ses fonctions.

Les associés désignent gérant de la société pour une durée indéterminée Monsieur Abdelkader EL HASSOUNI.

La société est engagée à l'égard de tiers par la signature du gérant, ou, en cas de pluralité de gérants, par leur signature conjointe.

Le gérant, en la personne de Monsieur Abdelkader EL HASSOUNI admet la signification de la cession des parts sociales à la société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été close.

Dont acte, fait et passé à Remich, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation en langue du pays aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, état et demeures, ils ont tous signé avec le notaire la présente minute.

Signé: M. QEDIRA, Y. MERABET, A. EL HASSOUNI, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 05 novembre 2014. Relation: REM/2014/2430. Reçu soixante-quinze euros 75.- €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 13 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176457/71.

(140201525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Coveris S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 179.226.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 12 novembre 2014 que la personne suivante a démissionné, avec effet immédiat, de sa fonction d'administrateur de catégorie A de la Société:

- Monsieur Mike Alger, né le 7 février 1957 dans l'Indiana, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 8600 W. Bryn Mawr Avenue, Suite 800N, Chicago, IL 60631, Etats-Unis d'Amérique.

Il résulte également desdites résolutions que les personnes suivantes ont été nommées, avec effet immédiat, et jusqu'au 12 novembre 2015, en qualité d'administrateurs de catégorie A de la Société:

- Monsieur David Mezzanotte, né le 22 décembre 1954 en Virginie de l'Ouest, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 5200 Town Center Circle, Suite 600, Boca Raton, FL-33486, Etats-Unis d'Amérique,

- Monsieur Marc Leder, né le 4 janvier 1962 à New-York, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 5200 Town Center Circle, Suite 470, Boca Raton, FL-33486, Etats-Unis d'Amérique,

- Monsieur Fernando Aguire, né le 20 novembre 1957 à Mexico City, Mexique, ayant son adresse professionnelle au 8413 Eagle Glen, Charlotte, NC 28210, Etats-Unis d'Amérique,

- Monsieur Richard A. Passov, né le 15 avril 1958 à Los Angeles County, Californie, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 15 Halfmoon Ln, Irvington NY 10533, Etats-Unis d'Amérique,

- Monsieur Luis Bach, né le 20 décembre 1955 à Barcelone, Espagne, ayant son adresse professionnelle à Monvic Consulting S.L. Gran Via 630 4^{ème} étage, 08007 Barcelone, Espagne.

Depuis lors, le conseil d'administration de la Société se compose comme suit:

Administrateurs de catégorie A

- Monsieur Gary Masse, né le 13 février 1962 en Nouvelle Zélande, ayant son adresse professionnelle au 8600 W. Bryn Mawr Avenue, Suite 800N, Chicago, IL 60631, Etats-Unis d'Amérique,

- Monsieur David Mezzanotte, prénommé,

- Monsieur Marc Leder, prénommé,

- Monsieur Fernando Aguire, prénommé,

- Monsieur Richard A. Passov, prénommé,

- Monsieur Luis Bach, prénommé.

Administrateurs de catégorie B

- Madame Isabelle Arker, née le 11 février 1972 à Metz, France, ayant son adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg,

- Madame Noëlla Antoine, née le 11 janvier 1969 à Saint Pierre, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

- Madame Anita Lyse, née le 4 octobre 1976 à Alesund, Norvège, ayant son adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

- Madame Laura Spitoni, née le 19 juillet 1968 à Rome, Italie, ayant son adresse professionnelle au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 13 novembre 2014.

Pour extrait conforme

ATOZ

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2014175955/50.

(140202071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Allianz Global Investors Europe GmbH, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 182.855.

Änderung im Aufsichtsrat und in der Geschäftsführung der Allianz Global Investors Europe GmbH, Bockenheimer Landstraße 42-44, 60323 Frankfurt am Main, HRB 9340 beim Amtsgericht Frankfurt am Main („die Gesellschaft“)

Herr Dr. Walter Ohms und Herr Ingo Mainert sind mit Wirkung zum 30. September 2014 aus der Geschäftsführung ausgetreten.

Am 16. September 2014 hat die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft, die Allianz Global Investors GmbH, folgenden Beschluss gefasst:

Frau Elizabeth Corley, geboren am 19. Oktober 1956, Herr Andreas F. Utermann, geboren am 23. Januar 1966, Herr Dr. Wolfram Peters, geboren am 26. September 1967 und Herr Dr. Markus Kobler, geboren am 4. April 1967, sind mit Wirkung zum 1. Oktober 2014 zu weiteren Mitgliedern der Geschäftsführung bestellt worden.

Frankfurt am Main, 11. November 2014.

Für die Richtigkeit:

Allianz Global Investors Europe GmbH

Thorsten Ziegler / Silke Wagner-Kautz

Auszug aus dem Gesellschafterbeschluss

mit dem Sitz in Frankfurt am Main, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt unter HRB 9340 (nachfolgend: „die Gesellschaft“)

Unter Verzicht auf die Einhaltung aller gesetzlichen oder gesellschaftsrechtlichen Frist- und Formvorschriften für die Einberufung und Abhaltung von Gesellschafterversammlungen wird folgender Beschluss durch die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft, die Allianz Global Investors GmbH, gefasst:

1. Frau Elizabeth Corley

geboren am 19. Oktober 1956,

Herr Andreas F. Utermann

geboren am 23. Januar 1966 sowie

Herr Dr. Wolfram Peters,

geboren am 26. September 1967

Dr. Markus Kobler,

geboren am 4. April 1967

werden mit Wirkung zum 1. Oktober 2014

zum weiteren Mitgliedern der Geschäftsführung der Gesellschaft bestellt.

2. [...]

3. Weitere Beschlüsse werden nicht gefasst.

Frankfurt am Main, den 16.09.2014.

Allianz Global Investors Europe GmbH

Silke Wagner- Kautz / Thorsten Ziegler

Excerpt from the Resolution of the Shareholders' Meeting

Having its registered office in Frankfurt am Main, registered in the commercial register of the local court Frankfurt under no HRB 9340

(„the Company“)

Waiving all legal and statutory requirements regarding notice and form for convening a shareholders' meeting, Allianz Global Investors GmbH as sole shareholder of the Company hereby resolves as follows:

1. Elizabeth Corley

born 19 October 1956,

Andreas F. Utermann

born 23 January 1966 and

Dr. Wolfram Peters,

born 26 September 1967

Dr. Markus Kobler,

born 4 April 1967

are appointed as further members of the Board of Management of the Company as of 1. October 2014.

2. [...]

3. No further resolutions are passed.

Frankfurt am Main, the 16.09.2014.

Allianz Global Investors Europe GmbH

Silke Wagner- Kautz / Thorsten Ziegler

Référence de publication: 2014175828/61.

(140201855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

DayMen Group (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 570.173,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.660.

En date du 5 novembre 2014, les cessions de parts suivantes ont eu lieu:

- l'associé Brockway Moran & Partners Co-Invest Fund III AIV LP, avec siège social au South Church Street, Ugland Hous, KY1-1104 Georgetown, Grand Cayman, Iles Caïmans, a cédé la totalité de ses 10.348 parts à DayMen Acquisition S.A. avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui les acquiert;

- l'associé Brockway Moran & Partners Co-Invest Fund AIV LP, avec siège social au South Church Street, Ugland House, KY1-1104 Georgetown, Grand Cayman, Iles Caïmans, a cédé la totalité de ses 378 parts à DayMen Acquisition S.A. avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui les acquiert;

- l'associé Brockway Moran & Partners Fund III AIV LP, avec siège social au South Church Street, Ugland House, KY1-1104 Georgetown, Grand Cayman, Iles Caïmans, a cédé la totalité de ses 495.044 parts à DayMen Acquisition S.A. avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui les acquiert;

- l'associé Randy Dannewitz, avec adresse professionnelle au 1435, North McDowell Street, Suite 200, CA94954 Petaluma, Etats-Unis, a cédé la totalité de ses 551 parts à DayMen Acquisition S.A. avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui les acquiert;

- l'associé David Riley, avec adresse professionnelle au 1435, North McDowell Street, Suite 200, CA94954 Petaluma, Etats-Unis, a cédé la totalité de ses 1.469 parts à DayMen Acquisition S.A. avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui les acquiert;

- l'associé Frederick Mark Gumz, avec adresse professionnelle au 1746, Hawthorne Road, 18015, Bethlehem, Palestine, a cédé la totalité de ses 408 parts à DayMen Acquisition S.A. avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui les acquiert;

- l'associé Maranon Mezzanine Executive Fund L.P., avec siège social au 225, W. Washington Street, Suite 200, 60606 Chicago, Illinois, Etats-Unis, a cédé la totalité de ses 499 parts à DayMen Acquisition S.A. avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui les acquiert;

- l'associé Maranon Mezzanine Fund L.P., avec siège social au 225, W. Washington Street, Suite 200, 60606 Chicago, Illinois, Etats-Unis, a cédé la totalité de ses 33.085 parts à DayMen Acquisition S.A. avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui les acquiert;

- l'associé Paul Crawley, avec adresse professionnelle au 1435, North McDowell Street, Suite 200, CA94954 Petaluma, Etats-Unis, a cédé la totalité de ses 1.102 parts à DayMen Acquisition S.A. avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui les acquiert;

- l'associé Peter Hill, avec adresse professionnelle au 1435, North McDowell Street, Suite 200, CA94954 Petaluma, Etats-Unis, a cédé la totalité de ses 367 parts à DayMen Acquisition S.A. avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui les acquiert;

- l'associé Gilbert J. Roberts, avec adresse au 1932, Geary Drive, CA95 404 Santa Rosa, Etats-Unis, a cédé la totalité de ses 5.715 parts à DayMen Acquisition S.A. avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui les acquiert;

- l'associé Robin Riley, avec adresse au 223, Hing Fong Road, Metroplaza Tower 2, Unit 901-902, Kwai Fong, Hong Kong, a cédé la totalité de ses 1.632 parts à DayMen Acquisition S.A. avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui les acquiert;

- l'associé Ron McKerron, avec adresse au 55, Valleywood Drive, Markham, Ontario, Canada, a cédé la totalité de ses 408 parts à DayMen Acquisition S.A. avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui les acquiert;

- l'associé Scott Beattie, avec adresse au Merryhills Enterprise Park, Park Lane, WV10 9TJ, Wolverhampton, Royaume-Uni a cédé la totalité de ses 286 parts à DayMen Acquisition S.A. avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui les acquiert;

- l'associé John Swainston, avec adresse au 11-21, Underwood Road, Homebush, Australie, a cédé la totalité de ses 408 parts à DayMen Acquisition S.A. avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui les acquiert;

- l'associé United Insurance Company of America, avec siège social au 1, E. Wacker Drive, Floor 9, IL 60601 Chicago, Etats-Unis, a cédé la totalité de ses 6.459 parts à DayMen Acquisition S.A. avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui les acquiert;

- l'associé GE Capital Equity Holdings, Inc, avec siège social 201, Merritt 7, CT 06856 Norwalk, Etats-Unis, a cédé la totalité de ses 12.014 parts à DayMen Acquisition S.A. avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, qui les acquiert;

En conséquence, l'associé unique de la société est DayMen Acquisition S.A., précité, avec 570.173 parts.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176003/61.

(140201970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

A.S.A.E.I.S.H., Aid and Support Association for those Expelled by Islamic States Hostilities, Association sans but lucratif.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 58, boulevard Kaltreis.

R.C.S. Luxembourg F 10.167.

STATUTS

Entre les soussignées, dénommés ci-après «membres fondateurs», il a été constituée une association sans but lucratif régie par les présents statuts et la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif:

1. AGUILAR KONS Juan, de nationalité luxembourgeoise, 58, boulevard Kaltreis, L-1881 Luxembourg;
2. RIEMANN Anne-Marit, de nationalité allemande, Venusbergweg 4, D-53115 Bonn;
3. ÇELIK Rah an, de nationalité allemande, 163B, Rue Principale, L-5366 Münsbach;
4. FABER Tom, de nationalité luxembourgeoise, 28, rue Charles Rausch, L-7247 Walferdange.

I. Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. La dénomination de la présente association sans but lucratif est «Aid and Support Association for those Expelled by Islamic State Hostilities», ayant pour abrégé «A.S.A.E.I.S.H.». Elle est régie par les présents statuts et par la loi du 21 avril 1928, telle qu'elle a été modifiée par la suite. Tous les membres présents et ceux qui seront admis par la suite s'engagent à observer les présents statuts ainsi que les règlements d'ordre intérieur éventuels établis ultérieurement.

Art. 2. Siège. L'association a son siège social au Grand-Duché de Luxembourg, 58, boulevard Kaltreis, L-1881 Luxembourg. Le siège social peut être transféré à n'importe quel endroit au Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision du conseil d'administration.

Art. 3. Objet. L'association a pour objet 1) d'informer le public sur la situation des victimes des crimes du soi-disant État Islamique au Proche-Orient, demeurant dans des camps de réfugiés dans la région autonome du Kurdistan en Iraq, 2) de récolter de l'argent aux fins d'aider et de donner du support aux réfugiés, 3) d'entrer en contact et de coopérer avec des associations ou/et des organisations d'aide humanitaire déjà opérant dans la région concernée, 4) et de coordonner sur place l'aide humanitaire.

Art. 4. Durée. La durée de l'association est illimitée.

II. Membres

Art. 5. L'association comprend:

- des membres effectifs
- des membres donateurs

Le nombre de membres est illimité. Celui des membres effectifs ne pourra être inférieur à trois.

Art. 6. Peuvent devenir membres effectifs des personnes physiques ou morales admises par cooptation du comité à la suite d'une demande écrite ou verbale. L'admission ne sera effective qu'après cotisation effectuée.

Art. 6.1. La cotisation annuelle sera fixée par l'assemblée générale. Elle ne peut dépasser 100,00 EUR.

Art. 6.2. Seuls les membres effectifs ont le droit de vote et sont éligibles au comité.

Art. 7. Peuvent devenir membres donateurs des personnes physiques ou morales qui soutiennent l'association par un don.

Art. 8. Peut être admise comme membre honoraire par le comité toute personne physique ou morale en raison de son soutien à l'association ou ses objets.

Art. 9. L'admission ou, le cas échéant, le refus d'admission de membres est décidée souverainement par le comité. Sa décision est sans appel et ne doit pas être motivée.

Art. 10. Les membres ont la faculté de se retirer à tout moment de l'association après envoi de leur démission écrite au comité.

Art. 11. L'exclusion de tout membre peut être formulée par le comité et prononcée définitivement par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix:

- en cas d'infraction grave aux présents statuts,
- en cas de manquement important à ses obligations envers l'association,
- si d'une manière quelconque il a porté gravement atteinte aux intérêts de l'association.

III. Administration

Art. 12. L'association est gérée et représentée par un conseil d'administration également dénommé «comité». Il est composé de quatre membres effectifs au moins, votés par les membres effectifs à l'assemblée générale pour un terme d'un an. Les membres du comité sont rééligibles.

Art. 12.1. Le comité exécutif se compose d'un président, d'un secrétaire et d'un trésorier au moins. Le comité exécutif peut instaurer de nouveaux postes si nécessaire.

Art. 12.2. Chaque membre effectif, désirant devenir membre du comité, est tenu de déposer sa candidature auprès du comité.

Art. 13. Le comité exécute les directives à lui dévolues par l'assemblée générale conformément à l'objet de l'association. Il gère les finances de l'association.

Art. 14. Pour que l'association soit valablement engagée à l'égard de tiers, la signature conjointe du président et du secrétaire est nécessaire.

Art. 15. Le comité soumet les comptes de l'exercice écoulé et un projet de budget pour l'exercice suivant pour approbation à l'assemblée générale annuelle.

Art. 15.1. Afin d'examen, l'assemblée désigne au moins un réviseur de caisse. Le mandat de celui-ci est incompatible avec celui d'administrateur en exercice.

Art. 16. Le comité est notamment habilité à établir un règlement d'ordre intérieur qui complètera, si nécessaire, les présents statuts pour assurer le bon déroulement de l'activité de l'association.

Art. 17. Tout membre du comité pourra être exclu du comité à la majorité de deux tiers des voix des membres du comité:

- en cas de manquement important aux obligations attribuées à sa fonction,
- si d'une manière quelconque il a porté gravement atteinte aux intérêts de l'association.

Art. 18. En cas de vacance au cours d'un mandat, un membre de comité provisoire peut être coopté par les membres du comité à la majorité de deux tiers des voix pour le reste de la période de l'exercice social.

Art. 19. Tout membre effectif pourra prendre connaissance des activités et des décisions du comité à tout moment.

IV. Assemblée Générale

Art. 20. L'assemblée générale qui se compose de tous les membres est convoquée par le comité au moins une fois par an, et extraordinairement chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent ou qu'un cinquième des membres le demandent par écrit au comité.

Art. 21. La convocation se fait au moins 15 jours avant la date fixée pour l'assemblée, moyennant simple lettre missive ou courrier électronique devant mentionner l'ordre du jour proposé.

Art. 21.1. Des résolutions pourront être prises en dehors de l'ordre du jour, à condition toutefois que l'assemblée générale y consente à la majorité de deux tiers des membres présents ou représentés.

Art. 22. Les délibérations de l'assemblée sont portées à la connaissance des membres par lettre confiée à la poste ou par courrier électronique.

V. Modifications des statuts, Dissolution, Liquidation

Art. 23. Il sera procédé aux modifications des statuts et à la dissolution de l'association conformément aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, telle qu'elle a été modifiée par la suite. En cas de dissolution de l'association, le capital social sera affecté à une association à désigner par l'assemblée générale.

Le 13 novembre 2014.

AGUILAR KONS Juan / ÇELIK Rah an / RIEMANN Anne-Marit / FABER Tom.

Référence de publication: 2014175827/91.

(140201784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Park Square Capital III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 191.762.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen on the thirty-first day of October.

Before us, Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing at Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

THERE APPEARED:

Park Square Capital Partners III, LP, a Guernsey limited partnership, having its registered office at Old Bank Chambers, La Grande Rue, St Martin's, Guernsey, Channel Islands, GY4 6RT,

here represented by Regis Galiotto, notary's clerk, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed *in* varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Park Square Capital III S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Company Law), the law of March 22, 2004 on securitisation (the Securitisation Law) and these articles of association, as amended from time to time (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the Board (as defined below). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company may enter into any type of securitisation transaction within the meaning of the Securitisation Law and in particular it may acquire, originate (to the extent permitted under the Securitisation Law as indicated in article 3.3 below) or assume, directly or indirectly or through another entity, risks relating to any kind of loans, receivables, notes, shares, government bonds, treasury bills, debt and equity securities, financial instruments, other similar instruments and real estate (the Underlying Assets) and to directly or indirectly invest, acquire, originate, hold and dispose of the Underlying Assets.

3.2. The Company may issue shares, notes, bonds, debentures and any kind of equity or debt securities whose value or yield depend on the risks relating to the Underlying Assets. The Company may borrow in any form, within the limits of the Securitisation Law.

3.3. The Company may originate loans and lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of securities, within the limits of the Securitisation Law.

3.4. The Company may freely dispose of, and assign, its assets on such terms as determined by the Board from time to time.

3.5. The Company may enter into any transactions by which it acquires or assumes, directly or indirectly or through another entity, risks relating to rights or participations in the Underlying Assets.

3.6. The Company may give guarantees and grant pledges, mortgages or any other types of security interests over all or some of its assets, within the limits of the Securitisation Law.

3.7. The Company does not intend to issue securities on a regular basis to the public.

3.8. The Company may generally employ any techniques and utilise any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and any other risks.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders.

6.3. Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

6.4. Where the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.6. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.7. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

Art. 7. Compartments.

7.1. The Board may create one or more compartments within the Company (the Compartment or the Compartments). Each Compartment shall, unless otherwise provided for in the resolution of the Board creating such Compartment, correspond to a distinct part of the assets and liabilities of the Company. The resolution of the Board creating one or more Compartments, or amending the same, shall be binding as of the date of such resolutions against any third party.

7.2. As between shareholders and creditors, each Compartment of the Company shall be treated as a separate entity. Rights of shareholders and creditors of the Company that (i) have, when coming into existence, been designated as relating to a Compartment or (ii) have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of a Compartment are, except if otherwise provided for in the resolution of the Board having created the relevant Compartment, strictly limited to the assets of that Compartment and the assets of that Compartment shall be exclusively available to satisfy such shareholders and creditors. Creditors and shareholders of the Company whose rights are not related to a specific Compartment shall have no rights to the assets of any Compartment.

7.3. Unless otherwise provided for in the resolution of the Board having created a specific Compartment, no resolutions of the Board may be taken to amend the resolution having created such Compartment or to take any other decision directly affecting the rights of the shareholders or creditors whose rights relate to such Compartment without the prior approval of the shareholders or creditors whose rights relate to the relevant Compartment. Any decisions of the Board taken in breach of this article shall be void.

7.4. Each Compartment of the Company may be separately liquidated without such liquidation resulting in the liquidation of another Compartment or of the Company itself.

7.5. Where pursuant to article 7.3. above, the prior approval of the shareholders of a specific Compartment is required, the majority requirements set forth in article 11 below apply. Where the prior approval of the creditors of a specific Compartment is required, the majority requirements set forth in either the board resolution creating such Compartment or the issuing documents relating to the securities of such Compartment apply.

Management - Representation

Art. 8. Appointment and removal of managers.

8.1. The Company is managed by at least three managers appointed by a resolution of the general meeting of the shareholder(s), which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a Board (the Board). The managers need not be shareholders.

8.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without cause) by a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as applicable.

Art. 9. Board.

9.1. Powers of the Board

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Company Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

9.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any one manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers Circular Resolutions), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bearing the date of the last signature.

9.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of any manager of the Company.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers.

10.1. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Company Law.

10.2. To the extent permitted by law, the Company shall indemnify any manager and her, his or its heirs, as applicable, executors and administrators, against expenses, damages, compensation and costs reasonably incurred by such person in connection with any action, suit or proceeding to which such person may be made a party by reason of such person being or having been a manager of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the

Company is a shareholder or creditor and by which such person is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which such person shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement, and only to the extent that the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the manager may be entitled.

Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bearing the date of the last signature.

(iii) Each share represents an entitlement to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Company Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1st) of January and ends on the thirty-first (31st) of December of each year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders with respect to the Company.

13.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. The accounts of the Company shall be audited by an external auditor (réviseur d'entreprises) to be appointed by the Board in accordance with article 48 of the Securitisation Law.

14.2. The external auditor (réviseur d'entreprises) shall perform all such duties as prescribed by the Company Law and the Securitisation Law.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Company Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The Company's net profits available for distribution, after deduction of the allocation to the legal reserve whenever such allocation is required by the Company Law, shall be distributed as dividends on the shares. The Company aims to distribute such profit with a time frame of five (5) years. Any net profits which at the end of a given financial year have not been declared (and not been distributed) as dividend payable shall continue to accrue to the sole benefit of the holders of the shares of the Company and will be distributed as a dividend at a later stage.

15.3. Without prejudice to the second paragraph of the present article, all net profits of the Company shall be distributed to the shareholders of the Company, at the latest upon the liquidation of the Company. The General Meeting decides upon the timing of the distribution of the net profits.

15.4. Dividends, when payable, will be distributed at the time and place fixed by the Board, in accordance with the decision of the General Meeting.

15.5. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts and is subject to the prior approval of the shareholders;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

General provisions

Art. 17. Prohibition to petition for bankruptcy of the Company or to seize the assets of the Company.

17.1. In accordance with article 64 of the Securitisation Law, any investor (the Investor) in, and any creditor (the Creditor) of, the company and any person which has entered into a contractual relationship with the company (the Contracting Party) agrees not to petition for bankruptcy of the company or request the opening of any other collective or reorganisation proceedings against the company.

Art. 18. Other general provisions.

18.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

18.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

18.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on

one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

18.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Company Law and the Securitisation Law and, subject to any non waivable provisions of the Company Law and the Securitisation Law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on 31 December, 2015.

Subscription and payment

Park Square Capital Partners III, L.P., represented as stated above, subscribes to twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, with a par value of one euro (EUR 1.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of thirteen thousand seven hundred fifty euros (EUR 13,750.-).

The amount of thirteen thousand seven hundred fifty euros (EUR 13,750.-), is as now available to the Company evidence of which has been given to the undersigned notary, and shall be allocated as follows:

(i) an amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-), shall be allocated to the share capital account of the Company; and

(ii) the remaining amount of one thousand two hundred fifty euros (EUR 1,250.-), shall be allocated to the legal reserve of the Company.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately three thousand Euro (EUR 3,000.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

(i) Mrs. Carole Pace-Bonello, manager, born on July 28, 1961 in Barnet (GB), having her professional address at 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

(ii) Mr. François Bourgon, manager, born on December 29, 1969 in Phalsbourg (France), residing at 4, rue Jean-Pierre Probst, L-2352 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

(iii) Mr. Godfrey Abel, manager, born on July 2, 1960 in Brixworth (GB), residing at 30, rue de Crécy, L-1364 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 3, Boulevard Royal, L-2449, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trente et un octobre.

Par-devant nous, Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, ce dernier restant dépositaire de la présente minute.

A COMPARU:

Park Square Capital Partners III, LP, une société en commandite (limited partnership) constituée selon les lois de l'île de Guernesey, dont le siège social est établi à Old Bank Chambers, La Grande Rue, St Martin's, Guernsey, Iles Anglo-Normandes, GY4 6RT,

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante, les statuts d'une société à responsabilité limitée, qui est ainsi constituée:

Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «Park Square Capital III S.à r.l.» (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et, en particulier, la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés), par la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation (la Loi sur la Titrisation), ainsi que par les présents statuts, tels que modifiés dans le temps (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du Conseil (telle que définie ci-dessous). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, agissant selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé par décision du Conseil, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Dans les cas où le Conseil estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société, qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société peut entreprendre tout type de transactions de titrisation au sens de la Loi sur la Titrisation et en particulier elle peut acquérir, créer (dans la mesure de ce qui est autorisé dans la Loi sur la Titrisation spécifiée à l'article 3.3 ci-dessous) ou assumer, directement ou indirectement ou par le biais d'une autre entité, les risques liés à tout type de prêts, créances, billets à ordre, actions, obligations d'État, bons du Trésor, dette et titres de participation, instruments financiers, autres instruments similaires et immobilier (les Actifs sous-jacents) et investir, acquérir, créer, détenir et disposer directement ou indirectement les Actifs sous-jacents.

3.1. La Société peut émettre des actions, des billets à ordre, des obligations et toutes sortes de valeurs mobilières de capital ou de créance dont la valeur ou le rendement dépendent des risques liés aux Actifs sous-jacents. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, dans les limites de la Loi sur la Titrisation.

3.3. La Société peut octroyer des prêts et prêter des fonds en ce compris les revenus de tous emprunts et/ou émissions de titres, dans les limites de la Loi sur la Titrisation.

3.4. La Société peut librement disposer de, et affecter, ses actifs selon les conditions déterminées par le Conseil de temps à autre.

3.5. La Société peut conclure toutes transactions par lesquelles elle acquiert ou assume, directement ou indirectement ou par le biais d'une autre entité, les risques liés aux droits ou participations dans les Actifs sous-jacents.

3.6. La Société peut octroyer des garanties et accorder des nantissements, hypothèques ou toutes autres sortes de sûretés sur la totalité ou une partie de ses actifs, dans les limites de la Loi sur la Titrisation.

3.7. La Société n'entend pas émettre des titres régulièrement au public.

3.8. La Société peut en général employer toutes les techniques et utiliser tous les instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements, en ce compris les techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison du décès, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par une résolution des associés, délibérant selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales (inter vivos) aux tiers est soumise au consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

6.5. La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil.

6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et il peut être consulté par chaque associé qui en fait la demande.

6.7. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition qu'elle dispose de réserves distribuables suffisantes à cet effet ou si le rachat résulte d'une réduction du capital social de la Société.

Art. 7. Compartiments.

7.1. Le Conseil pourra créer un ou plusieurs compartiments au sein de la Société (le Compartiment ou les Compartiments). Chaque Compartiment correspondra à une partie distincte de l'actif et du passif de la Société, sauf si les résolutions prise par le Conseil ayant créés ces Compartiments en disposent autrement. Les résolutions du Conseil créant un ou plusieurs compartiments, ou les modifiant, liera les tiers à la date de ces résolutions.

7.2. Tout comme les associés, les investisseurs et les créanciers, chaque Compartiment de la Société sera considéré comme une entité séparée. Les droits des associés et des créanciers de la Société qui (i) ont été affiliés à un Compartiment lors leur création, ou (ii) sont apparus en raison de la création, l'opération ou la liquidation d'un Compartiment sont sauf s'il en est disposé autrement dans les résolutions du Conseil ayant créés le Compartiment en question, strictement limités à l'actif de ce Compartiment et les actifs de ce Compartiment seront mis à la disposition exclusive de ces associés et créanciers. Les créanciers et associés de la Société dont les droits ne sont pas affiliés à un Compartiment spécifique n'auront aucun droit sur les actifs d'un Compartiment, quel qu'il soit.

7.3. Sauf si les résolutions prises par le Conseil ayant créées un Compartiment spécifique en disposent autrement, aucune résolution du Conseil ne pourra être prise en vue de modifier lesdites résolutions ayant créées un tel Compartiment ou pour prendre tout autre décision affectant directement les droits des associés ou des créanciers dont les droits seraient affiliés à ce Compartiment sans l'approbation préalable des associés ou créanciers dont les droits sont affiliés au Compartiment concerné. Toute décision du Conseil prise en violation de ce présent article est nulle.

7.4. Chaque Compartiment de la Société sera liquidé séparément sans qu'une telle liquidation ne résulte en la liquidation d'un autre Compartiment ou de la Société elle-même.

7.5. Lorsque s'appliquent les dispositions de l'article 7.3 ci-dessus, l'approbation préalable des associés d'un Compartiment spécifique est requise, les conditions de majorité tel que prévu à l'article 11 ci-dessous s'appliquent. Lorsque l'approbation préalable des créanciers d'un Compartiment spécifique est requise, les conditions de majorité s'appliquant aux résolutions du Conseil soit créant un tel Compartiment, soit délivrant les documents relatifs aux titres d'un tel Compartiment, s'appliquent.

Gestion - Représentation

Art. 8. Nomination et révocation des gérants.

8.1. La Société est gérée par trois gérants au minimum nommés par une résolution de l'assemblée générale de(s) associé(s), qui détermine le terme de leur mandat. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils vont constituer un conseil de gérance (le Conseil) Les gérants ne doivent pas nécessairement être des associés.

8.2. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment ad nutum (sans motif) par une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, si applicable.

Art. 9. Conseil de gérance.

9.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'associé ou aux associés par la Loi sur les Sociétés ou les présents Statuts seront de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Le Conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents.

9.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui, en principe, est à Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence sont mentionnés dans l'avis de convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est exigée si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés lors de la réunion et s'ils déclarent avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut aussi renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après la réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions qui sont tenues aux heures et aux lieux indiqués dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du Conseil en désignant par procuration un autre gérant comme son mandataire.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion dûment convoquée et tenue.

(vii) Les résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants), sont valables et ont force exécutoire comme si elles avaient été adoptées à une réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

9.3. Représentation

(i) La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers, par la seule signature de tout gérant de la Société.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilités des gérants.

10.1. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et aux dispositions de la Loi sur les Sociétés.

10.2. Dans la mesure où la loi le permet, la Société indemniserà tout gérant et ses héritiers, le cas échéant, exécuteur testamentaire et administrateur, de tous dommages, dépenses, compensations et coûts incombant raisonnablement à une telle personne en raison de toute action, poursuite ou procédure, à laquelle une telle personne pourrait être partie en raison de son état, actuel ou passé, de gérant de la Société ou, à la demande de la Société, de tout autre société dont la Société est actionnaire ou créancière et de laquelle une telle personne ne peut recevoir d'indemnisation, sauf pour les matières pour lesquelles une telle personne serait jugée responsable de faute grave ou de négligence à la suite d'une telle action, poursuite ou procédure; dans le cas d'une transaction, l'indemnisation devrait être accordée uniquement sur les matières couvertes par cette transaction uniquement, pour autant que la Société ait été avisée par ses avocats que la personne devant être indemnisée n'a pas commis de manquement à ses devoirs. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif de tout autre droit bénéficiant au gérant.

Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédures de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou les associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont indiquées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou lors de la première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, indépendamment de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi sur les Sociétés à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social de la Société commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil prépare le bilan et le compte de résultats, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société et les dettes du/des gérants et des associés envers la Société. 13.3. Chaque associé peut consulter l'inventaire et le bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de résultats sont approuvés à l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés endéans les six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les comptes de la Société seront contrôlés par un réviseur d'entreprises que le Conseil devra nommer conformément à l'article 48 de la Loi sur la Titrisation.

14.2 Le réviseur d'entreprises exercera toutes les fonctions telles que prévues par la Loi sur les Sociétés et par la Loi sur la Titrisation.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi sur les Sociétés. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les profits nets distribuables de la Société, après déduction faite de l'allocation à la réserve légale dans les cas où cette allocation est requise par la Loi, doivent être distribués en tant que dividendes au titre des parts sociales. La Société doit distribuer ces profits dans un laps de temps de cinq (5) ans. Tout profit net qui, à la fin d'un exercice social, n'a pas été déclaré (et n'a pas été distribué) en tant que dividende payable, doit être reporté et continuer à accroître pour le seul bénéfice des détenteurs des parts sociales de la Société et sera distribué en tant que dividende ultérieurement.

15.3. Sans préjudice du deuxième paragraphe du présent article, tous les profits nets de la Société seront distribués aux associés de la Société, au plus tard lors de la liquidation de la Société. L'Assemblée Générale décide sur le moment de la distribution de ces profits nets.

15.4. Les dividendes, lorsqu'ils seront versés, seront distribués au moment et au lieu fixés par le Conseil, conformément à la décision de l'Assemblée Générale.

15.5. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des acomptes sur dividendes doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires et est soumise à l'approbation préalable des associés;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les acomptes sur dividendes qui ont été distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excédent à la Société.

Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés, adoptée avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, afin de réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf

décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

Dispositions générales

Art. 17. Interdiction d'assigner la Société en faillite ou de saisir les biens de la Société.

17.1. Conformément à l'article 64 de la Loi sur la Titrisation, tout investisseur (l'Investisseur), et tout créancier (le Créancier) de la société et toute autre personne ayant contracté avec la société (la Partie Contractante) acceptent de ne pas assigner la Société en faillite ou de demander à son encontre l'ouverture de toute procédure collective ou d'assainissement.

Art. 18. Autres dispositions générales.

18.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, fax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

18.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

18.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, les résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et les Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et même document.

18.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi sur les Sociétés et à la Loi sur la Titrisation et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public de la Loi sur les Sociétés et de la Loi sur la Titrisation, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et prend fin au 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Park Square Capital Partners III, L.P., représentée comme indiqué ci-dessus, souscrit à douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, et accepte de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de treize mille sept cent cinquante euros (EUR 13.750,-).

Le montant de treize mille sept cent cinquante euros (EUR 13.750,-) est dès à présent à la disposition de la Société, dont la preuve a été apportée au notaire instrumentant, et sera affecté de la manière suivante:

- (i) un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est affecté au compte de capital social de la Société; et
- (ii) le reliquat d'un montant de mille deux cents cinquante euros (EUR 1.250,-) est affecté au compte de réserve légale de la Société.

Frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit, qui incombent à la Société en raison de sa constitution s'élèvent à environ trois mille Euros (EUR 3.000,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit de la Société, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- (i) Madame Carole Pace-Bonello, gérante, née le 28 juillet 1961 à Barnet (GB), de résidence professionnelle au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- (ii) Monsieur François Bourgon, gérant, né le 29 décembre 1969 à Phalsbourg (France), de résidence professionnelle au 4, rue Jean-Pierre Probst, L-2352 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
- (iii) Monsieur Godfrey Abel, gérant, né le 2 juillet 1960 à Brixworth (GB), demeurant au 30, rue de Crécy, L-1364 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 3, Boulevard Royal, L2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu au mandataire de la partie comparante, il le signe avec le notaire instrumentant.

Signé: R. GALIOTTO et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 novembre 2014. Relation: LAC/2014/52056. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176390/591.

(140201459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

**Fideom Luxembourg Trust, Société à responsabilité limitée,
(anc. SBG Expertise).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 161.475.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhoff, le 13 novembre 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014176098/12.

(140202247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

**Gradel Services, Société Anonyme,
(anc. Gradel).**

Siège social: L-5691 Ellange, 6, Z.A.E. Triangle Vert.

R.C.S. Luxembourg B 6.944.

L'an deux mille quatorze,

Le trente-et-un octobre.

Par devant Maître Jacques Castel, notaire de résidence à Grevenmacher, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (ci-après: «l'Assemblée») de la société anonyme «GRADEL SERVICES», (anc.: GRADEL S.A), établie et ayant son siège social à L-5691, Ellange, 6, Z.A.E. Triangle Vert, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 6.944, constituée suivant acte reçu par Maître Roger WURTH, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 février 1965, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 28 du 25 mars 1965 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Marc LOESCH, alors notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, en date de du 30 août 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2572 du 16 octobre 2012, (ci-après: la «Société»).

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Jules GEORGES, ingénieur-diplômé, demeurant à L-1853 Luxembourg, 22, rue Léon Kauffmann.

Le Président désigne comme Secrétaire Monsieur Claude MAACK, ingénieur industriel, demeurant à L-4978 Fingig, 8, rue Michelacker.

L'Assemblée choisit comme Scrutateur Monsieur Jacques PLUMER, ingénieur diplômé, demeurant à L-6785 Grevenmacher, 12, rue Paul Faber.

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur constituent ainsi ensemble le Bureau de l'Assemblée.

Les Actionnaires présents ou représentés à l'Assemblée, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent figurent sur une liste de présences, laquelle restera annexée aux présentes après avoir été signée par les Actionnaires présents, les mandataires des Actionnaires représentés et les membres du Bureau.

Le Bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. Que toutes les mille six cents (1.600) actions de la Société, sans valeur nominale, représentant l'intégralité du capital de la Société d'un montant d'un million quatre cent mille euros (1.400.000.- €) sont présentes ou représentées à l'Assemblée, de sorte que les actionnaires exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée peuvent décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

Ordre du jour

- Suppression de l'ancien nombre d'actions,
- Fixation du nouveau nombre d'actions,
- Augmentation du capital social de la société à raison de QUATRE MILLIONS QUATRE CENT MILLE EUROS (4.400.000.- €) pour le porter de son montant actuel d'UN MILLION QUATRE CENT MILLE EUROS (1.400.000.- €) à CINQ MILLIONS HUIT CENT MILLE EUROS (5.800.000.- EUR), par l'émission, la création et la souscription de QUATRE MILLE QUATRE CENTS (4.400) nouvelles actions sans valeur nominale,
- Acceptation de la libération intégrale de la souscription,
- Modification de l'article cinq des statuts,
- Ajout d'un nouveau article cinq ter aux statuts.

III. Qu'après délibération, les Actionnaires ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

Les associés décident de supprimer l'ancien nombre d'actions de mille six cents (1.600) et fixent le nouveau nombre d'actions à mille quatre cents (1.400) actions sans valeur nominale.

Deuxième résolution

Les associés décident d'augmenter le capital social de la société à raison de QUATRE MILLIONS QUATRE CENT MILLE EUROS (4.400.000.- €) pour le porter de son montant actuel d'UN MILLION QUATRE CENT MILLE EUROS (1.400.000.- €) à CINQ MILLIONS HUIT CENT MILLE EUROS (5.800.000.-EUR), par l'émission, la création et la souscription de QUATRE MILLE QUATRE CENTS (4.400) nouvelles actions sans valeur nominale, qui jouiront des mêmes droits et avantages que les actions existantes, entièrement libérées par des versements en espèces.

La réalité de cet apport a été justifiée au notaire instrumentant et l'assemblée déclare à l'unanimité accepter la libération intégrale de la souscription.

Troisième résolution

Ils décident de modifier l'article 5 des statuts et lui donnent la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital social est fixé à CINQ MILLIONS HUIT CENT MILLE EUROS (5.800.000.- €), divisé en CINQ MILLE HUIT CENTS (5.800) actions sans désignation de valeur nominale."

Quatrième résolution

Ils décident d'ajouter un nouveau article 5 ter aux statuts et lui donnent la teneur suivante:

" **Art. 5ter.** La société peut acquérir ses propres actions dans les limites prévues par la loi et sous les conditions suivantes:

L'acquisition doit être décidée par l'assemblée des actionnaires, délibérant comme en matière de modification de statuts, qui fixe les modalités d'acquisition envisagée et le nombre maximal d'actions à acquérir.

Les actions acquises doivent être entièrement libérées.

Le nombre total d'actions détenues par la Société ne peut pas dépasser dix pour cent (10 %) de la totalité des actions émises.

Les actions doivent être cédées dans un délai maximum de trois (3) ans. À défaut, les actions doivent être annulées.

Les parts autodétenues sont privées de droit de vote."

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, le Président a déclaré clos le présent procès-verbal.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital au droit fixe d'enregistrement, s'élève à trois mille six cents euros (3.600.- €).

Dont Acte, fait et passé à Grevenmacher en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur prénom, nom, état civil et domicile, le(s) mandataire(s) des parties comparantes a (ont) signé avec Nous, notaire, le présent acte en original.

Signé: J. Georges, C. Maack, J. Plumer et J. Castel.

Enregistré à Grevenmacher, le 04 novembre 2014. Relation: GRE/2014/4327. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Le Receveur (signé): Schlink.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, le 13 novembre 2014.

J. Castel

Le notaire

Référence de publication: 2014176148/88.

(140201790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Finliga S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 40.539.

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre septembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «FINLIGA S.A.», ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 40539, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Joseph Gloden, notaire de résidence à Grevenmacher, en date du 27 mai 1992, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 475 du 20 octobre 1992. Les statuts de la société ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 16 septembre 2003, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1283 du 3 décembre 2003.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Régis Galiotto, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Solange Wolter-Schieres, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Katia Roti, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les TROIS CENT MILLE (300.000) actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1.- Modification de l'article premier alinéa premier des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«Il est formé une société anonyme sous la dénomination de FINLIGA S.A.»

2.- Modification de l'article quatre des statuts afin d'insérer les dispositions légales sur l'administrateur unique;

3.- Modification de l'article cinq des statuts afin d'insérer les dispositions légales sur l'administrateur unique;

4.- modification de l'article onze des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 11.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que toutes ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article premier des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«Il est formé une société anonyme sous la dénomination de FINLIGA S.A.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article quatre des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article cinq des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Lorsque la société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Le Conseil d'administration devra choisir en son sein un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion sera conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopieur.

Le Conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article onze des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 11.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER, K. ROTI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 octobre 2014. Relation: LAC/2014/45923. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176102/99.

(140202041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Hines Poland Management Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 186.855.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND FOURTEEN,
ON THE SIXTEENTH DAY OF OCTOBER.

Before the undersigned Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared

HINES International Real Estate Holdings Limited Partnership, a partnership duly incorporated under the laws of Texas, United States, having its registered office at 2800, Post Oak Boulevard, 77056-6118 Houston, USA, registered with the Texas register under number 128648-10,

duly represented by Ms. Maria Teresa Fulci, having his professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy given on 14 October 2014.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Hines Poland Management Company S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, registered at the Luxembourg Trade and Commercial Register under number B 186 855, with a share capital of EUR 125,000, incorporated on 12 May 2014 pursuant to a deed of Maître Cosita Delvaux, notary residing then in Redange-sur-Attert, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1808 on 11 July 2014 (hereafter the "Company").

The Sole Shareholder then reviewed the following agenda (the "Agenda"):

Agenda

1. Amendment of the paragraph 5 of Article 14 of the English version of the articles of incorporation;
2. Miscellaneous.

Sole resolution

The Sole Shareholder resolves to amend paragraph 5 of article 14 of the English version only of the articles of incorporation of the Company in order to read as follows:

"The Board of Managers shall appoint, from among its members, a chairman. The Board of Managers shall choose a secretary, who needs not be a Manager, who shall be responsible for keeping board meeting minutes."

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 1,000.-.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by his name, first name, address, the appearing person signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'AN DEUX MILLE QUATORZE,

LE SEIZIEME JOUR D'OCTOBRE;

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu

HINES International Real Estate Holdings Limited Partnership, un partnership, constituée selon les lois de l'Etat du Texas, Etats-Unis, inscrite au Registre du Texas sous le numéro 128648-10 et ayant son siège social au 2800 Post Oak Boulevard, Houston, Texas, 77056-6118 Etats-Unis,

dûment représentée par Ms. Maria Teresa Fulci, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration datée du 14 octobre 2014.

La dite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant est l'associé unique («Associé Unique») de Hines Poland Management Company S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186.855, avec un capital social de EUR 125.000 et ayant son siège social 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, constituée le 12 mai 2014, suivant acte reçu par le Maître Cosita Delvaux, notaire alors de résidence à Redange-sur-Attert, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°1808 le 11 juillet 2014 (ci-après la «Société»).

L'Associé Unique a ensuite considéré l'ordre du jour (l'«Ordre du Jour») suivant:

Ordre du Jour

1. Modification du paragraphe 5, article 14 de la version anglaise des statuts;
2. Divers.

Résolution unique

L'Associé Unique décide de modifier le paragraphe 5 de l'article 14 de la version anglaise des statuts de la société uniquement afin de lui donner la teneur suivante:

“The Board of Managers shall appoint, from among its members, a chairman. The Board of Managers shall choose a secretary, who needs not be a Manager, who shall be responsible for keeping board meeting minutes.”

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature que ce soit, payables par la Société en raison du présent acte sont évalués à approximativement EUR 1.000,-.

Dont acte, le présent acte a été établi à Luxembourg, à la date donnée en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande du même comparant, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Lecture faite au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état civil et domicile, ce dernier a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. T. FULCI, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 22 octobre 2014. Relation: LAC/2014/49214. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014176163/88.

(140202300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Leggett & Platt Luxembourg Finance Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 99.173.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the fifth of November.

Before us, Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg)

There appeared

L&P Europe SCS, a limited partnership ("société en commandite simple"), incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 102.787 (the "Sole Shareholder");

here represented by Ms Laure Jacquet, employee, with business address in 13, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Representative"), by virtue of a power of attorney dated 23 October 2014,

which, after having been signed *ne varietur* by the Representative and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented by the Representative, has requested the undersigned notary to state that:

1. Leggett & Platt Luxembourg Finance Company S.à r.l. is a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), having its registered office at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 99.173, has been incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, on 22 January 2004, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, under number 364 on 2 April 2004, amended by a deed of Maître Marc LOESCH, notary residing in Mondorf-les-Bains, on 9 November 2012, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, number 2992 of 11 December 2012 (the "Company");

2. the Company has a share capital of twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-) represented by twenty thousand (20,000) shares in registered form, having a par value of one US Dollar (USD 1.-) each and fully paid up,

3. it is the sole shareholder of the Company;

4. it has decided to dissolve the Company with immediate effect as the activity of the Company has ceased;

5. in its capacity as sole shareholder of the Company and, to the extent necessary, liquidator of the Company, and based on the interim accounts of the Company as at 25 October 2014 established by the Company's board of managers and hereby approved by the Sole Shareholder, it declares:

- that all the assets of the Company have been realised other than those mentioned in the liquidation interim accounts so that the Company is not holding any assets anymore other than those mentioned in the liquidation interim accounts;

- that all liabilities towards third parties known to the Company have been entirely paid or duly accounted for other than those mentioned here below;

- that following the liquidation of the Company, the Sole Shareholder shall assume the Company's debt arising from the liabilities in the interim accounts (the "Debt") and will become both creditor and debtor of the Debt and that consequently the receivable and debt arising from the Debt are extinguished as at the date of the liquidation of the Company pursuant to Article 1300 of the Luxembourg Civil Code;

- that the Sole Shareholder agrees to assume on behalf and in the name of the Company, all possible liabilities presently unknown to the Company and/or not entirely paid to date;

- all known and unknown assets will be transferred to the sole shareholder by way of the liquidation of the Company.

6. as a result of the above, the liquidation of the Company is to be considered closed;

7. full discharge is granted to the managers of the Company for the exercise of their mandates; and

8. the books and documents of the Company shall be lodged during a period of five years at 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately one thousand fifty euros (EUR. 1,050.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands English, states that, on request of the Representative of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.

This document having been read to the Representative of the appearing party, known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the Representative signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mil quatorze, le cinq novembre.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg),

A comparu

L&P Europe SCS, une société en commandité simple, constituée selon les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 102787 (l'"Associé Unique");

représentée par Mlle Laure Jacquet, salariée, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la "Mandataire"), en vertu d'une procuration en date du 23 octobre 2014, qui, après avoir été paraphée et signée "ne varietur" par la Mandataire et le notaire instrumentant, sera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

L'Associé Unique, représenté par la Mandataire, a requis le notaire instrumentant de documenter que:

1. Leggett & Platt Luxembourg Finance Company S.à r.l., est une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de

Luxembourg sous le numéro B 99.173 (la "Société"); constituée par acte de Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, le 22 janvier 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 364 le 2 avril 2004, les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître Marc LOESCH, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, en date du 9 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2992 du 11 décembre 2012;

2. le capital social de vingt mille US dollars (USD 20.000,-) divisé en vingt mille (20.000) parts sociales nominatives ayant une valeur nominale d'un US dollar (USD 1,-) chacune et ayant été entièrement libérées,

3. il est l'associé unique de la Société;

4. il a décidé de dissoudre la Société, avec effet immédiat, étant donné que la Société a cessé toute activité;

5. en sa capacité d'associé unique de la Société et, si nécessaire, en tant que liquidateur, et sur base des comptes intérimaires de la Société en date du 25 octobre 2014 dressés par le conseil de gérance de la Société et approuvé par la présente par l'Associé Unique, il déclare:

- que tous les actifs de la Société ont été réalisés sauf les actifs mentionnés dans les comptes intérimaires de liquidation de sorte que la Société ne détient plus aucun actif sauf les actifs mentionnés dans les comptes intérimaires de liquidation;

- que tous les engagements connus de la Société à l'égard de tiers ont été entièrement réglés ou pris en charge sauf pour les dettes mentionnées ci-dessous;

- que suivant la liquidation de la Société, l'Associé Unique assumera la dette de la Société découlant du passif dans les comptes intérimaires (la "Dette") et deviendra alors créancier et débiteur de la Dette et que par conséquent la créance et la dette découlant de la Dette seront éteintes à la date de la liquidation de la Société conformément à l'article 1300 du Code Civil luxembourgeois;

- que l'Associé Unique accepte d'assumer au nom et pour le compte de la Société, tout passif actuellement inconnu par la Société et/ou demeurant pas entièrement payé;

- tous les actifs connus ou inconnus seront transférés à l'associé unique par la liquidation de la Société.

6. en conséquence de ce qui précède, la liquidation de la Société est à considérer comme clôturée;

7. décharge pleine et entière est accordée aux gérants pour l'exercice de leur mandat; et

8. les livres et documents de la Société seront conservés pendant une durée de cinq ans au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à mille cinquante euros (EUR. 1.050,-).

Déclaration

Le notaire instrumentant qui comprend l'anglais déclare qu'à la demande de la Mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la Mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Jacquet, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 novembre 2014. Relation: LAC/2014/52103. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176258/114.

(140201901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

LVO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 187.404.

In the year two thousand and fourteen.

On the twenty-second of August.

Before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

The private limited liability company I-Wohnen S.à r.l., having its registered office at L-2453 Luxembourg, 6, Rue Eugène Ruppert, R.C.S. Luxembourg section B and number 172166,

represented by Mr. Liridon ELSHANI, employee, residing professionally at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Such proxy, after having been signed "ne varietur" by the notary and the proxy-holder, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing party, through its attorney, declared and requested the notary to act:

That the appearing party is the sole present partner of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) "LVO S.à r.l.", having its registered office at L-2453 Luxembourg, 6, Rue Eugène Ruppert, R.C.S. Luxembourg section B and number 187404, incorporated by Maître Jean SECKLER, notary in Junglinster, on May 23, 2014, published in the Mémorial C number 2055 of August 5, 2014

and that the appearing party, representing the whole corporate capital, has taken the following resolutions:

First resolution

The corporate capital is increased to the extent of two hundred fifty-one thousand Euro (EUR 251,000.-) in order to raise it from the amount of twelve thousand and five hundred Euro (EUR 12,500.-) to two hundred and sixty-three thousand and five hundred Euro (EUR 263,500.-) by the issue of two hundred fifty-one thousand (EUR 251,000) new shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each vested with the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

All the two hundred fifty-one thousand (EUR 251,000) new shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each are subscribed by the appearing party I-Wohnen S.à r.l., prenamed, and are fully paid up by contribution in cash of two hundred fifty-one thousand Euro (EUR 251,000.-).

The amount of two hundred fifty-one thousand Euro (EUR 251,000.-) is now at the free disposal of the company, evidence hereof having been given to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of such increase of capital, article six of the articles of association is amended and will henceforth have the following wording:

" **Art. 6.** The capital is set at two hundred and sixty-three thousand and five hundred Euro (EUR 263,500.-) divided into two hundred and sixty-three thousand and five hundred (EUR 263,500) shares of one Euro (EUR 1.-) each."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately two thousand Euro (EUR 2,000.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English and German states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney, known to the notary by its surname, Christian name, civil status and residence, the attorney signed together with us, the notary, the present original deed.

Follows the German translation of the preceding text:

Im Jahre zwei tausend vierzehn.

Am zweiundzwanzigsten August.

Vor mit Maître Martine SCHAEFFER, Notar mit Amtswohnsitz in Luxemburg (Grossherzogtum Luxemburg),

IST ERSCHIENEN:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung I-Wohnen S.à r.l., mit Sitz in L-2453 Luxembourg, 6, Rue Eugène Ruppert, R.C.S. Luxembourg section B und Nummer 172166,

Hier vertreten durch Herrn. Liridon Elshani, Angestellter, berufsansässig in 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg, auf Grund einer ihm ausgestellten privatschriftlichen Vollmacht.

Besagte Vollmachten, werden nach gehöriger "ne varietur" Signatur, durch den amtierenden Notar und den Bevollmächtigten gegenwärtiger Urkunde beigegeben.

Die Erschienene ersucht dem amtierenden Notar, durch ihre Bevollmächtigten, nachstehenden zu beurkunden:

Die Erschienenene ist der alleinigen Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "LVO S.à r.l.", mit Sitz in L-2453 Luxembourg, 6, Rue Eugène Ruppert, R.C.S. Luxembourg section B Nummer 187404, gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch Maître Jean SECKLER, Notar mit Amtssitz in Junglinster am 23. Mai 2014, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 2055 am 5. August 2014.

Die Erschiene, handelnd in ihre Eigenschaft als alleinige Gesellschafter welche das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, hat in gegenwärtiger ausserordentlicher Gesellschafterversammlung einstimmig folgende Beschlüsse genommen:

Erster Beschluss

Das Gesellschaftskapital wird um eine Summe von zweihunderteinundfünfzigtausend Euro (EUR 251.000,-) aufgestockt, und somit das Gesellschaftskapital von seinem aktuellen Stand von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) auf zweihundertdreiundsechzigtausendfünfhundert Euro (EUR 263.500,-) zu erhöhen, durch Schaffung und Ausgabe durch zweihunderteinundfünfzigtausend (251.000) neuen Anteilen mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-), welche dieselben Rechte und Pflichten haben wie die bestehenden Anteile.

Zeichnung und Zahlung

Alle zweihunderteinundfünfzigtausend (251.000) neuen Anteile mit einem Nennwert von je einem Euro (EUR 1,-) jede gezeichnet durch den vorstelligen Gesellschafter, I-Wohnen S.à r.l., vorbenannt, und voll eingezahlt durch eine Barzahlung von zweihunderteinundfünfzigtausend Euro (EUR 251.000,-).

Die Summe von zweihunderteinundfünfzigtausend Euro (EUR 251.000,-) steht der Gesellschaft zur freien Verfügung, so wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Zweiter Beschluss

Als Folge dieser Kapitalerhöhung wird der erste Absatz von Artikel sechs der Satzung abgeändert und wird künftig folgenden Wortlaut haben:

" **Art. 6.** Das Kapital wird auf zweihundertdreiundsechzigtausendfünfhundert Euro (EUR 263.500,-) festgesetzt, unterteilt in zweihundertdreiundsechzigtausendfünfhundert (263.500) Geschäftsanteile zu einem Euro (EUR 1,-)."

Schätzung

Die Aufwendungen, Kosten, Gebühren und Lasten jeder Art, die von dem Zeichner auf Grund dieser Gründung zu tragen sind, werden auf circa zweitausend Euro (EUR 2.000,-) geschätzt.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt, dass die vorliegende Urkunde auf Wunsch der erschienenen Parteien in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Fassung, und bei Unstimmigkeiten zwischen dem englischen und dem deutschen Text ist die englische Fassung bindend.

URKUNDLICH DESSEN wurde die vorliegende Urkunde in Luxemburg an dem eingangs dieses Dokuments angegebenen Datum errichtet.

Nachdem das Dokument dem erschienenen Vollmachtnehmer vorgelesen worden war, unterzeichnete er gemeinsam mit dem Notar die vorliegende Urkunde.

Signé: L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 août 2014. LAC/2014/40299. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur ff. (signée): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176289/102.

(140201292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

UBS IB Co-Investment 2001 SPF SA, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Capital social: USD 118.135.047,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 82.100.

— EXTRAIT

En date du 21 novembre 2013, la Société a acquis neuf millions cinq cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt une (9.598.081) actions privilégiées remboursables de son propre capital.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176567/13.

(140201333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Middle East Internet III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 191.756.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the third of November,
Before us Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Middle East Internet Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 183137, having its registered address at 7, avenue J.P. Pescatore, L - 2324 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

here represented by Ms Xiaoshu Tang, LL.M., professionally residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given on 24 October 2014.

Said proxy, initialed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Middle East Internet III S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter,

decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

14.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event where the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

17.7. The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such minutes shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), such copies or excerpts shall be signed by one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), the Company will only be validly bound by the joint signatures of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2014.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Middle East Internet Holding S.à r.l., aforementioned, represented as stated above, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The shares so subscribed are fully paid-up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400) euro.

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has thereupon passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following person is appointed as class A manager of the Company for an unlimited term:

- Mr Christian Senitz, born in Aschersleben, Germany, on 27 January 1978, professionally residing at Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

The following person is appointed as class B manager of the Company for an unlimited term:

- Mr Ulrich Binninger, born in Trier, Germany, on 30 August 1966, professionally residing at 56, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxembourg.

3. Any one manager of the Company, regardless of his category, is authorized to sign solely, on behalf of the sole shareholder, the shareholders register of the Company that will be created upon incorporation of the Company.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am dritten November.

Vor uns, Maître Marc Loesch, Notar mit Amtssitz in Bad-Mondorf, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Middle East Internet Holding S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach luxemburgischem Recht, eingetragen im Luxemburger Gesellschafts- und Handelsregister, unter der Nummer 183137, mit Sitz in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

hier vertreten durch Fräulein Xiaoshu Tang, LL.M., geschäftsansässig in Luxemburg,

gemäß einer privatschriftlichen Vollmacht vom 24. Oktober 2014.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen möchte:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Middle East Internet III S.à r.l. (die "Gesellschaft"), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheine bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen und die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) aufgeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in übertragen werden oder jedem anderem gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung übertragen wurden.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezug auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufungsbekanntmachung zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welcher in der entsprechenden Einberufungsbekanntmachung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Anteilseigner ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens (ii) eine Mehrheit von drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers -Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Rat der Geschäftsführer.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

13.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, ernannt oder abberufen werden.

14.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß im Protokoll der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

16.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie eines solchen unterzeichneten Dokuments ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zugestimmt und diese unterzeichnen.

Art. 17. Durchführung von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

17.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise selbst ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer ein anderes Mitglied des Rates der

Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er ein anderen Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

17.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung jedoch unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

17.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore und dem Schriftführer (falls vorhanden) oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Protokolle durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Kopien oder Auszüge durch einen (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einen (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien und Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch (i) die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift zwei (2) beliebiger Geschäftsführer wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsamen Unterschriften oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils

gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprise agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen dieser Satzung wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste oder Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können, im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung, frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) ausgegebenen Anteile wurden durch Middle East Internet Holding S.à r.l., vorbenannt, vertreten wie vorgeannt, zum Preis von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) gezeichnet.

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage von in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400) geschätzt.

Beschlüsse des Alleingeschafters

Der Gründungsgesellschafter, welcher das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und welcher auf eine formelle Einberufungsbekanntmachung verzichtet, hat daraufhin folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Kategorie A der Gesellschaft ernannt:
- Herr Christian Senitz, geboren am 27. Januar 1978 in Aschersleben, Deutschland, geschäftsansässig in Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Kategorie B der Gesellschaft ernannt:
- Herr Ulrich Binninger, geboren am 30. August 1966 in Trier, Deutschland, geschäftsansässig in 56, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Luxemburg.

3. Jeder einzelne der Geschäftsführer der Gesellschaft, ungeachtet seiner Kategorie, ist ermächtigt, das Anteilhaberregister, welches am Tag der Gründung der Gesellschaft erstellt wird, allein im Namen und für Rechnung des alleinigen Gesellschafters zu unterzeichnen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Luxemburg, zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der beurkundende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Ersuchen der erschienenen Partei, dass diese Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei verlesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat der Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: X. Tang, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 5 novembre 2014. REM/2014/2413. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176312/574.

(140201358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Holdco 2 Citygate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 180.152.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-seventh of October.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

“Catalyst Citygate LLP”, a limited liability partnership, incorporated and existing under the laws of England and Wales, registered with the Registrar of Companies for England and Wales under the registration number OC387410 and with registered address at 33, Cavendish Square, 18th floor, WIG OPW London, United Kingdom,

here represented by Mrs Caroline SCULTEUR, maître en droit, with professional address in Howald, Luxembourg, by virtue of a proxy given in London.

The said proxy, signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of “Holdco 2 Citygate S.à r.l.” (hereinafter the “Company”), a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 22, Rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 180.152, incorporated pursuant to a notarial deed received by the undersigned notary dated 6 September 2013, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the “Mémorial C”) dated 30 October 2013, number 2711, page 130118. Those articles have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 25th August 2014, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the “Mémorial C”) dated 23 October 2014, number 3079.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder decides to create one new class of shares referred to as the class C shares (the “Class C Shares”).

Second resolution

The sole shareholder decides to increase the Company’s share capital by an amount of three thousand and twenty Euro (EUR 3,020.00), so as to raise it from its present amount of twenty-five thousand Euro (EUR 25,000.00) up to twenty-eight thousand and twenty Euro (EUR 28,020.00), by the issue of three thousand and twenty (3,020) Class C Shares (collectively referred as the “New Shares”), each having a par value of one Euro (EUR 1.00). Each such New Shares having the same rights and obligations as set out in the Company’s articles of incorporation as amended by the below resolutions, paid up by a contribution in cash.

All the New Shares are entirely subscribed by Catalyst Citygate LLP, prenamed. The total contribution amount of three thousand and twenty Euro (EUR 3,020.00) is entirely allocated to the Company’s share capital.

The proof of the existence and of the value of the contribution has been produced to the undersigned notary.

Third resolution

As a consequence of the above-mentioned resolution, article 5.1 of the articles of incorporation of the Company is amended and now reads as follows:

5. Share capital - Shares

5.1 The Company’s share capital is set at twenty-eight thousand and twenty Euro (EUR 28,020.00) represented by twenty-eight thousand and twenty (28,020) shares, divided into (i) twelve thousand five hundred (12,500) class A shares (the “A Shares”), (ii) twelve thousand five hundred (12,500) class B shares (the “B Shares”) and (iii) three thousand and twenty (3,020) class C shares (the “C Shares”) and together with the A Shares, the “Shares”), each having a par value of one Euro (EUR 1.00) and having such rights and obligations as set out in these Articles. In these Articles, “Shareholders” means the holders at the relevant time of the Shares and “Shareholder” shall be construed accordingly.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to one thousand five hundred euro.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L’an deux mille quatorze, le vingt-sept octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire résidant à Sanem, Grand-duché de Luxembourg.

A comparu:

«Catalyst Citygate LLP», un limited liability partnership, constitué et régi par les lois de Grande Bretagne, immatriculé auprès du Registrar of Companies for England and Wales sous le numéro OC387410 et dont le siège social est au 33, Cavendish Square, 18th floor, WIG OPW Londres, Royaume Uni,

ici représentée par Madame Caroline SCULTEUR, maître en droit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d’une procuration sous seing privé donnée à Londres.

La procuration signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte, pour être soumise avec lui aux formalités de l’enregistrement.

Laquelle partie comparante est l’associé unique de «Holdco 2 Citygate S.à r.l.» (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 22 Rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 180.152, constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 6 septembre 2013, dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») en date du 30 octobre 2013, numéro 2711, page 130118. Lesdits statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire soussigné en date du 25 août 2014, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») en date du 23 octobre 2014, numéro 3079.

Laquelle partie comparante, représentant l’intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d’acter les résolutions suivantes:

180336

Première résolution

L'associé unique décide de créer une nouvelle classe de parts sociales référencées comme étant les parts sociales de classe C (les «Parts Sociales de Classe C»).

Deuxième résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de trois mille vingt euros (EUR 3.020,00), de façon à l'accroître de son montant actuel de vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,00) à vingt-huit mille vingt euros (EUR 28.020,00), par l'émission de trois mille vingt (3.020) Parts Sociales de Classe C (collectivement désignées comme les «Nouvelles Parts Sociales»), chacune ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,00) et ayant les mêmes droits et obligations tels qu'indiqués dans les statuts de la Société tels que modifiés par les résolutions ci-dessous, payées par un apport en numéraire.

L'ensemble des Nouvelles Parts Sociales est entièrement souscrit par Catalyst Citygate LLP, prénommé. Le montant total de l'apport de trois mille vingt euros (EUR 3.020,00) pour ces Nouvelles Parts Sociales est intégralement alloué au capital social de la Société.

La preuve du montant total de l'apport a été apportée au notaire instrumentant.

Troisième résolution

A la suite de la résolution ci-dessus, l'article 5.1 des statuts de la Société est modifié et sera désormais rédigé comme suit:

5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est de vingt-huit mille vingt euros (EUR 28.020,00), représenté par vingt-huit mille vingt (28.020) parts sociales, subdivisées en (i) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe A (les «Parts Sociales de Classe A»), (ii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe B (les «Parts Sociales de Classe B») et (iii) trois mille vingt (3.020) parts sociales de classe C (les «Parts Sociales de Classe C et avec les Parts Sociales de Classe A et les Parts Sociales de Classe B, les «Parts Sociales»), d'une valeur d'un euro (EUR 1,00) chacune, ayant les droits et obligations tels que prévus par les Statuts. Dans les présents Statuts, «Associés» signifie les détenteurs au moment opportun de Parts Sociales et «Associé» devra être interprété conformément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille cinq cents euros.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire instrumentant par ses, nom, prénom usuel, état et demeure, la mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. SCULTEUR, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 03 novembre 2014. Relation: EAC/2014/14727. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014176166/117.

(140202232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

OMG IMMOBILIEN S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 114.397.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014176164/12.

(140201543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.